

REQUISITION
à fin
D'EMPRISONNEMENT
pour la servitude pénale subsidiaire
et la contrainte par corps.

Tribunal de Residence
Conseil de guerre

Evade

L'Officier du Ministère public près le

Tribunal de Residence
Conseil de guerre de

En vertu des articles 142 et suivants du décret du 11 juillet 1923 :

Requiert le gardien de la prison de Usa
de maintenir en détention (ou d'incarcérer) le nommé Ngalura Omar 2E 11.910.

condamné par jugement du Tribunal de Residence
Conseil de guerre de

du 12/1/1951 19, devenu irrévocable le

à de servitude pénale subsidiaire à défaut de

payer l'amende de (ou) à 7.000

de contrainte par corps faute de paiement de la somme de 73 francs

montant des frais du procès (ou) à de contrainte par

corps faute de verser la somme de montant des dommages intérêt

à la partie civile.

A Usa, le 1/3/ 19

L'Officier du Ministère Public,

[Signature]

Ruhengeri



9868

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

TRIBUNAL *de Residence*Reg. du M.P. No *2054/B*

Reg. du rôle. No

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de *Residence*

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à *Umuhoza* :
de recevoir et emprisonner le nommé *Muzalewa Omar alcas*
Muzalewa dya de Kira pwa ante cause RMP 219/W
RMP 1432/B

condamné par jugement du Tribunal *de Residence*
en date du *14/9/51* 195 devenu irrévocable le 195

à *san de J.P.P.*du chef de *tentative de vol qualifiée**wa*

, le

14/9/

195

L'Officier du ministère Public,

Buse